

Réfléchir au sens des mots couramment employés, « forgés de l'autre côté de la barricade de la lutte des classes ». Les « lessiver » pour en retrouver le sens vrai, action politique en soi, c'est ce à quoi vous invite ce dossier.

LE POIDS DES MOTS

ÉDITO

PAR GUILLAUME QUASHIE-VAUCLIN*

On les entend partout ; on les emploie parfois. Ils ont l'air bien anodin, malingres assemblages de caractères chétifs, frêles et fragiles associations de sons. Et pourtant, ces mots, car c'est de mots qu'il s'agit, ne sont pas ces petits outils neutres qu'on imagine souvent. Les mots ont un poids et qui n'est pas de plume. Ces mots-là sont des armes chargées qui ne tirent que sur nous mais qui tirent en silence... On croit les dompter comme on dompte le nom « lion » qui jamais ne nous échappe, mais à peine les a-t-on prononcés qu'il est déjà trop tard : leur silencieux poison se diffuse et nous voici terrassés par la bouche.

Ces mots, ce sont les mots d'en face ; les mots forgés de l'autre côté de la barricade de la lutte des classes : des barils d'agent orange peints en tonneaux de grenadine. C'est à ces mots minés que nous avons souhaité consacrer le présent dossier. Il ne s'agit pas de faire une petite excursion en dehors des questions sérieuses ; il s'agit au contraire de prendre de front une question centrale à laquelle il n'est pas sûr que nous accordions toujours la nécessaire attention, la nécessaire « écoute » comme dit François Taillandier.

La politique, en effet, est bien sûr affaire d'actes et de réalisations concrètes ; la politique, cependant, est au moins autant affaire de mots : des mots à écouter, des mots pour expliquer, des mots pour convaincre. La lutte politique, c'est aussi une lutte de mots. Prenez « planification » par exemple : ce mot a été torpillé avec

méthode et énergie par la réaction des décennies durant, au point qu'il a pu sembler absolument inutilisable jusqu'à tout récemment. Le mot assassiné, la chose n'en fut que davantage enterrée. Mais leur bataille ne consiste pas seulement à pilonner nos mots, elle vise en même temps à imposer à toute la société des mots qui sont autant de labyrinthes n'offrant aucune issue progressiste. Prenez « assistanat » : sitôt que le mot est lâché, tout un paysage se dessine sans bruit, un paysage fait de voisins fainéants et repus, gavés d'allocations, de petits fraudeurs malicieusement profitant de votre dur travail, d'oisifs réjouis roulant en BMW quand vous peinez à finir de payer votre LOGAN, etc. Vous pouvez ensuite parler Depardieu ou Sanofi, sitôt que vous avez dit « assistanat », sitôt que vous avez mis la langue dans l'engrenage, la bataille est perdue et l'UMP triomphe – ou pire encore. On ne gagne jamais dans la pelisse de l'adversaire. Ces exemples sont clairs mais il en est de plus retors, des vieux mots édentés qu'on croirait impuissants mais qui, sournois, cachent encore leur aigre sève juvénile, ces métaphores élimées qui tiennent du mort-vivant et que les savants appellent catachrèses ne laissent pas d'appeler notre vigilance : l'insulte « enclulé » est-elle vraiment anodine ?

Dès lors, la perspective serait-elle d'établir un gros *Index* des mots interdits sur le modèle de la papauté et de son bras inquisitorial du XVI^e siècle ? Anachronisme inepte. L'essentiel de la bataille est ailleurs : démasquer les barils, « lessiver les mots » avait dit le grand Brecht en 1938 ;

donner vie et écho à des mots porteurs d'alternative, « lancer des mots dans le vocabulaire habituel » avait dit Aragon en comité central en 1974. Voilà bien, soyons-en sûrs, le sentier obligé de la nouvelle hégémonie à conquérir.

C'est un petit bout de ce chemin que nous aimerions faire avec ce dossier. La liste est bien sûr incomplète et la route inachevée : « totalitarisme », « élites », ou « social-démocratie » manquent sans doute à la liste comme tant d'autres : mots piégés, déformés, travestis. Cette courte liste pourra pourtant apparaître trop longue : tel mot que nous aurons jugé piégé sera vu comme parfaitement innocent... et peut-être l'est-il. Là encore, point d'anachronisme : nous ne visons pas l'érection d'un catéchisme ; nous visons, et ce n'en est pas moins follement ambitieux (prétentieux ?), l'insomnie des esprits, l'ininterrompue stimulation de la réflexion politique, loin de tous les sommeils trop sereins qui éloignent le succès et mènent droit à l'abîme. Puisse ce dossier consacré aux mots être résolument *somnifuge*.

Mais avant de vous laisser y entrer, concluons avec Maïakovski (traduit par Aragon) :

*« On gâche pour un seul et unique mot mille et mille tonnes de minerai verbal, mais qu'elle est consumante la brûlure de tels mots, auprès de la braise du mot brut !
Ces mots-ci mettent en marche pour des milliers d'années des millions de cœurs. »*

* Guillaume Quashie-Vauclin est responsable adjoint de *La Revue du projet*.

LE POUVOIR DES MOTS

Les mots ne sont pas neutres, leur emploi est socialement situé, et la critique de leur emploi, de leur sens devrait faire partie de la lutte politique.

PAR JOSIANE BOUTET*

On dit et on entend souvent que le langage sert à communiquer. Certes, mais quoi ? Lorsqu'un journal écrit à propos du crédit d'impôt au patronat « le Medef est *traditionnellement* opposé à la notion de conditions », il nous laisse croire par l'emploi du mot « *traditionnellement* » que cette position serait ancrée dans une histoire, une « *tradition* » : ce mot implique l'idée du consensus, de quelque chose de socialement attaché à une histoire commune. Or c'est tout le contraire, cela n'a rien à faire avec une quelconque tradition : il s'agit d'une prise de position politique du Medef, d'une décision prise au nom de leurs intérêts de classe. Il n'y a là rien de naturel ou de traditionnel. Bertolt Brecht, s'il avait eu à analyser cette phrase, en aurait probablement rétabli la vérité ainsi : « le patronat opposé à toute idée de partage des richesses veut faire croire qu'il est normal, courant, historique de refuser toute condition ».

LE LESSIVAGE DES MOTS

Dans les années de montée de l'hitlérisme en Allemagne, Bertolt Brecht avait en effet mis en place une méthode de subversion du discours nazi, ou plus largement des discours « faux », qui consistait à démonter systématiquement les expressions, les formules, les mots et leurs enchaînements syntaxiques, afin de faire surgir d'autres significations, un autre sens, une autre vérité. Car, comme il l'écrivait dans ce texte, « dans les époques exigeant la tromperie et favorisant l'erreur, le penseur s'efforce de rectifier ce qu'il lit et ce qu'il entend. Phrase après phrase, il substitue la vérité à la contre-vérité. » (*Le rétablissement de la vérité*, texte publié en allemand en 1938 ; repris dans *Écrits sur la politique et la société*, 1971). L'intellectuel est en capacité de « lessiver, laver les mots » comme il l'écrivait ; c'est-à-dire qu'il est capable, s'il en a le courage, de redonner leur sens réel aux mots, leur sens « vrai » et de défaire le sens « faux » que le pouvoir veut leur donner. De traduire du « faux » en « vrai ». Car le lien qui unit au sein du signe linguistique un signifiant à un signifié peut se révéler faux. Laver les

mots, c'est leur redonner leur sens réel, leur sens « vrai ». Dans l'optique de Bertolt Brecht, ce travail de lessivage des mots est bien plus qu'une opération sémantique : c'est à proprement parler une action politique. Trouver ou retrouver le mot juste ou le sens vrai est en soi une action politique.

DES USAGES DU LANGAGE EN POLITIQUE

Nous sommes souvent confrontés, dans la vie quotidienne mais plus encore dans la vie politique, à des usages du langage qui ne font pas qu'informer mais qui sont là pour exercer une pression, une influence sur nous-mêmes : lorsqu'on veut nous faire agir ; nous convaincre ; nous persuader ; nous imposer des conduites ou des opinions, etc. Ainsi lorsqu'on parle et met en avant le « coût du travail », on oublie

“ Trouver ou retrouver le mot juste ou le sens vrai est en soi une action politique. ”

de parler du « coût du capital ». On catégorise désormais comme « charges sociales » ce qui était au départ nommé « cotisations sociales » dans l'univers sémantique de la solidarité collective du Conseil national de la résistance. Ce qui était pensé comme un simple versement à la collectivité, « une cotisation », passe désormais du côté de ce qui pèse sur l'économie et qu'il convient de diminuer, de faire baisser : c'est « une charge ». Lorsque *Le Monde* écrit le 11 décembre 2012 « l'épisode dévastateur de l'usine Arcelor Mittal de Florange », sa caractérisation de cette lutte de plus de 18 mois comme « épisode » rabaisse, dévalorise, minimise ce combat exemplaire du début de la présidentielle de François Hollande.

Affirmons-le clairement, les mots ne sont pas neutres, leur emploi est socialement

situé, et la critique de leur emploi, de leur sens devrait faire partie de la lutte politique. Ce qui est profondément pernicieux aujourd'hui, c'est que nous vivons dans des sociétés orientées vers la recherche du consensus où le langage est très largement envisagé comme un outil de communication entre les hommes, neutre et indifférent aux rapports sociaux et ce, y compris dans les milieux politiques. On le conçoit peu comme un enjeu de luttes entre les groupes sociaux, comme l'objet d'un accaparement par les classes dominantes. Il s'agit là d'une vision particulièrement partagée et qui fonctionne désormais comme une évidence de sens commun. Le langage serait avant tout une sorte d'outillage neutre, également distribué dans les populations et naturellement mis à disposition. Les sociétés modernes ont développé et adopté une conception techniciste et technocratique du langage et de la communication, inspirée par les sciences de l'ingénieur et leurs modèles de l'information. Le langage servirait à informer, à transmettre des informations à autrui sur le monde.

La désinformation produite pas les médias est comme renforcée par cette idéologie moderne d'un langage neutre et informatif. Il n'y aurait plus lieu d'exercer une critique idéologique sur les mots et leurs usages puisque notre société serait devenue consensuelle. On voit bien cependant, lors de conflits ou de luttes sociales, comment une parole de classe, une parole critique émerge et fait entendre une autre voix sociale. Un exemple récent en est donné par les ouvriers de Florange qui ont détourné le titre du film de Kubrik « *Full Metal Jacket* » en « *Full Mittal Racket* » : une créativité des mots mise au service de la critique sociale. ■

*Josiane Boutet est socio linguiste. Elle est professeur en sciences du langage à l'université de Paris VII Denis-Diderot. Elle est membre du bureau de la fondation Copernic.

Américain

Bien sûr, « américain » n'est pas en soi un mot piégé. C'en est un dans la mesure où on l'emploie pour désigner non pas quelque chose ou quelqu'un relevant du continent américain, du cap Horn au détroit de Bering, mais quelque chose ou quelqu'un relevant d'un seul pays, les États-Unis d'Amérique. Comment dès lors comprendre le fameux slogan cubain des

années 1960 « *Cuba Si Yankees No* » ? Les Américains ne doivent pas s'ingérer dans les affaires de l'Amérique ? On dira que ce n'est pas bien grave et que tout le monde comprend, ce qui est le plus important. On ajoutera que le terme « états-unien » n'est pas très joli. Certes, mais imaginons un seul instant qu'on dise Allemagne ou Royaume-Uni pour dire Europe...

Capital humain

Une expression d'origine ultralibérale qui réduit l'homme à un stock de compétences dont la seule valeur est économique.

PAR IGOR MARTINACHE*

Quiconque cherche à illustrer la notion d'oxymore peut désormais se dispenser de citer l'« obscure clarté » du *Cid*. L'expression de « capital humain » remplace à merveille le vers de Corneille, du moins pour tous ceux et celles qui n'ont entendu ne serait-ce qu'un lointain écho des analyses de Marx. Car rien n'est plus opposé à l'humain que le capital, cette accumulation de travail « mort » qui sert à exploiter celui des vivants. Et pourtant – ou justement... – l'expression est aujourd'hui entrée dans le langage courant, non seulement des patrons et autres *managers*, mais aussi des responsables politiques, journalistes, économistes et autres spécialistes de l'éducation, qui s'en font les relais zélés.

UN NOUVEL IMPÉRATIF POLITIQUE

Face à la crise sociale engendrée par la libéralisation tous azimuts (du capital,

du commerce et du travail) qu'ils ont eux-mêmes décidée, plutôt que de faire amende honorable et de faire machine arrière, les gouvernants européens, de droite comme de « gauche » préfèrent persister dans leur logique et appellent désormais à « investir dans le capital humain », sans rarement préciser ce qu'ils désignent par là. Et ce nouvel impératif leur permet de justifier toute une série de politiques allant en réalité à l'encontre de l'accès pour tous à l'éducation, des « crédits impôts-recherche », cadeaux fiscaux aux entreprises censées « innover » mais dont l'efficacité peine à être prouvée, à « l'autonomisation » de l'enseignement supérieur, qui entérine sa mise au service des firmes privées en même temps qu'il va creuser l'écart entre les établissements « d'élite » et les autres dans un système à deux vitesses. Le « capital humain » est ainsi devenu un véritable pilier de la « novlangue néolibérale » comme l'explique le sociologue Alain Bihr. Ce vocable a en effet la force des évidences : nul ne peut contester l'importance de la scolarité et de la formation tout au long de la vie dans le développement, tant personnel que collectif, mais il masque de véritables enjeux idéologiques. Car tout dépend du contenu et de la forme que l'on donne à ces dernières.

UNE ORIGINE ULTRALIBÉRALE

Pour se rendre compte des soubassements d'un concept, il importe de revenir à ses origines. Celui de « capital humain » a ainsi été forgé au début des années 1960 par un économiste, Theodore Schultz, qui désigne par là les connaissances et savoir-faire utiles à la production que les travailleurs développent au cours de leur vie, et qui résultent selon lui d'un investissement délibéré de leur part ou de celle de leur employeur. Il appelle donc à prendre en compte cette dimension souvent occultée dans l'analyse des mécanismes d'accumulation de richesse. Quelques années plus tard en 1964, le concept est repris par Gary Becker, qui en fait le titre de son ouvrage et va en systématiser l'analyse tout en le réduisant à sa dimension strictement individuelle. Becker est en effet le principal apôtre de l'*homo*

« Pour les responsables des « ressources humaines » (un autre barbarisme moderne...), chaque salarié est en effet désormais envisagé comme un « stock » de « compétences » qui lui seraient propres. »

Charge sociale

« Le corps ployé, les bras rompus par sa charge, il monte l'escalier en tapant des pieds à chaque marche » écrit le romancier Eugène Dabit dans *L'Hôtel du Nord* (1929) pour dire l'effort pénible et presque inhumain. Le français a d'ailleurs une expression synonyme de « bête de somme » : bête de charge... Voilà ce que « charge » veut dire, ce lourd poids qui pèse comme un *joug* sur vos épaules et qui vous empêche d'être libre et heureux, pleinement humain en quelque sorte. Dès lors, que penser du syntagme « charge sociale » pour désigner l'argent mis en commun pour assurer à tous un certain nombre de droits fondamentaux ? Est-ce donc cette vision que nous portons du droit à la santé, du droit à la retraite, du droit au chômage : une charge ? Sont-ce des poids qui nous empêchent d'être pleinement humains ?

Bien sûr, on dira que le vocabulaire de la comptabilité qui ne connaît que les colonnes « charges » et « produits » ne s'embarrasse pas de ces considérations et que, décidément, on cherche la petite bête avec une malice d'oisif. Est-il si sûr pour autant que tout cela soit innocent ?

Entrons dans le vif. Chacun connaît les grandes lamentations du MEDEF touchant le *poids* excessif des *charges* sociales en dépit des milliards d'euros qui sont déjà l'objet d'exonérations aussi gracieuses qu'aveugles. Il s'agirait de s'en *libérer*. Qui, en effet, ne souhaite pas être *libéré* de *charges* ? Pour autant, si on ne se laisse pas abuser par ces captieuses formules, on peut poser une tout autre question : croit-on que ces mêmes entreprises se porteraient mieux si leurs employés n'étaient pas soignés ? Décidément, non, quelle que

soit la manière de prendre le problème, on ne peut pas défendre le syntagme « charges sociales » sauf à considérer que tout prélèvement obligatoire en vue de garantir collectivement des droits soit un problème ! Et c'est bien sûr cette petite musique ultralibérale que donne à entendre cette expression. C'est ce qui la rend profondément idéologique et résolument inutilisable pour un progressiste authentique. La Sécurité sociale, cette grande conquête des travailleurs avec Ambroise Croizat, ne passe toujours pas dans les milieux dirigeants (voyez M. Bébéar...). En appelant « charges sociales » ce qui n'est que *cotisations* sociales, c'est l'amorce émancipatrice d'un autre monde possible qui est transformée en fardeau : la solution est transmutée en problème.

œconomicus, c'est-à-dire d'une approche micro-économique où n'existent que des acteurs individuels opérant en permanence des choix en fonction de calculs « coûts/bénéfices », visant à obtenir une satisfaction maximale pour la peine la plus réduite possible. Et Gary Becker va s'employer tout au long de sa carrière à appliquer ce modèle peu réaliste à tout phénomène social, des relations conjugales à la criminalité, en passant donc par l'éducation. Pour Becker, celle-ci représente donc un investissement pour l'individu qui va chercher à maximiser ses revenus futurs au regard du coût de ses études. Lui-même sera en quelque sorte récompensé pour ses efforts, puisqu'en 1992, il va recevoir le prix de la Banque de Suède en l'honneur d'Alfred Nobel – improprement qualifié de « prix Nobel d'économie » –, pour ses analyses du « capital humain », ce qui marque la consécration officielle de cette approche.

UN ÉLÉMENT CLÉ DE L'INDIVIDUALISATION DU TRAVAIL

La notion de « capital humain » participe ainsi aujourd'hui d'un mouvement plus général d'individualisation des conditions de travail mis en évidence par de nombreux économistes et sociologues. Pour les responsables des « ressources humaines » (un autre barbarisme moderne...), chaque salarié est en effet désormais envisagé comme un « stock » de « compétences » qui lui seraient propres. Est ainsi remise en cause la logique des qualifications et des statuts, qui font l'objet d'une reconnaissance collective

“ *L'école n'est plus un lieu d'émancipation par la culture, de formation des citoyens, mais de plus en plus un service marchand qui doit délivrer des titres permettant d'aller mieux se vendre aux patrons.* ”

résultant notamment de la confrontation entre patrons et salariés, et sans laquelle il est ainsi bien plus ardu de construire un collectif de travail. Certes, en contrepartie, les salariés ont l'illusion d'être davantage reconnus pour leurs qualités personnelles et plus réduits à leurs diplômes, et acceptent ainsi souvent de lâcher la proie pour l'ombre, avant de déchanter, lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils sont ainsi placés dans une compétition permanente face à leurs

Chef de l'État

Voilà une expression « qui n'étonne plus personne aujourd'hui » écrivait récemment le regretté Jean-Jacques Goblot ; elle est pourtant bien horrible quand on y réfléchit.

Le chef, on le sait, c'est en premier lieu la tête (*caput* en latin), sens dont on a trace avec quelques mots anciens comme « couvre-chef ». Le sens a toutefois vite glissé dans un sens d'autorité et Prévert peut ainsi s'en amuser dans son poème « La lessive » :

*L'horloge sonne une heure et demie
Et le chef de famille et de bureau
Met son couvre-chef sur son chef*

Être le chef, c'est être à la tête, c'est commander et... comme chacun sait, c'est commander seul car on n'a pas deux têtes, pas plus qu'on n'a deux estomacs, ce qu'avaient bien compris Ésope et Mennenius Agrippa dans leurs fables antidémocratiques (« L'estomac et les pieds » et « Les membres et l'estomac »)... La notion proprement patriarcale de « chef de famille » a été légitimement dynamitée par les féministes. Nous reste toutefois encore « chef de l'État ». Cette expression, on le voit, a pourtant un sens qu'on gagnerait à discuter

propres collègues, sommés de faire leurs preuves en permanence. Car à la différence des qualifications, les « compétences » ne reposent sur aucune base solide et font l'objet d'une appréciation subjective de la part des « supérieurs » du salarié lors d'entretiens individuels périodiques, les fameux « bilans de compétences », dont l'institutionnalisation est aussi récente que révélatrice de ces mouvements de fond dans l'organisation du travail.

UN MOYEN DE RENDRE LE SALARIÉ DÉPENDANT DE L'ENTREPRISE

S'agissant de la sphère du travail rémunéré, il faut enfin remarquer que le « capital humain » sert également de socle à une autre forme d'exploitation par les employeurs souvent inaperçue. Celle-ci consiste à utiliser la formation comme un outil pour s'attacher les salariés en les rendant dépendants de la firme qui les emploie au moment présent. Cela en s'appliquant à leur transmettre le plus possible des connaissances uniquement valables au sein de cette dernière – parce qu'adaptés spécifiquement aux ma-

chines et processus particuliers qui y sont utilisés –, et ainsi non transposables à d'autres situations de travail. Autrement dit, dans leurs formations internes, les firmes cherchent à développer le capital humain « spécifique » plutôt que « général » de leurs salariés, comme disent les économistes, tant pour ne pas faire de cadeaux à leurs concurrents, que pour faire pencher toujours un peu plus le rapport de forces salarial en leur faveur. Il ne faut pas oublier en effet que la détention de savoirs relativement rares est une arme essentielle dans les mains des travailleurs, à l'instar des « sublimes » de la fin du Second Empire, ces ouvriers qui, grâce à la maîtrise de techniques pointues, pouvaient choisir leurs patrons et leurs durées d'engagement, tout en étant assurés d'avoir toujours de l'ouvrage.

UNE CONCEPTION ÉTROITEMENT UTILITARISTE DE L'ÉDUCATION

Dans le domaine éducatif, le concept n'en est pas moins délétère, dans la mesure où il participe à la promotion d'une approche purement utilitariste

des études : l'école n'est plus un lieu d'émancipation par la culture, de formation des citoyens, mais de plus en plus un service marchand qui doit délivrer des titres permettant d'aller mieux se vendre aux patrons. Il n'est ainsi pas anodin que l'on entende souvent certains justifier leurs revenus très élevés par les nombreuses années d'études qu'ils ont effectuées : comme si celles-ci ne constituaient un coût, et pas un moment privilégié dans l'existence (quand bien sûr les conditions matérielles pour les accomplir sont au ren-

dez-vous !). Est aussi et surtout évacuée toute la question cruciale des inégalités face à l'éducation, puisque toute orientation n'y serait que le résultat d'un choix rationnel individuel.

LA MARQUE D'UNE ÉPOQUE QUI CHERCHE À TOUT QUANTIFIER

Enfin, si certaines institutions s'efforcent de calculer des stocks de « capital humain » collectifs, d'une part, elles ne font que la somme des « capitaux » individuels et non en envisageant l'existence d'une richesse intellectuelle purement

sociale. D'autre part, on peut s'interroger sur cette volonté plus générale de tout quantifier, les savoirs comme les richesses écologiques. Un nouvel impérialisme aussi absurde que dangereux, en ce qu'il cherche à rabattre toute réalité sur un seul plan : celui de sa supposée valeur économique. Et malheur à ce qui serait ainsi considéré comme « inutile »... ■

*Igor Martinache est politiste. Il est professeur agrégé de sciences économiques et sociales, doctorant à l'Université de Paris-Est-Créteil.

Classes moyennes

L'utilisation de ce terme recouvre la volonté d'écarter toute réflexion sur la lutte de classes et ses formes nouvelles.

PAR JEAN LOJKINE*

L'idéologie de la « classe moyenne » est une idéologie politique. Portée par la social-démocratie, largement diffusée dans les médias, de plus en plus appropriée par les classes populaires, elle a aussi une dimension « savante », en sociologie, lorsqu'elle vise à démontrer, statistiques à l'appui, que le clivage de classe (prolétariat/classe capitaliste) s'effacerait grâce aux mécanismes de la mobilité sociale ascendante, au rapprochement des revenus ouvriers et des revenus cadres ; on arriverait ainsi à un « groupe central » incluant 80 % de la population, allant des ouvriers qualifiés ou à statut aux cadres supérieurs, le résidu étant composé des « exclus » qu'il faudrait réinsérer dans le groupe central.

FRACTURES DANS LA CLASSE MOYENNE

La reconnaissance aujourd'hui de fractures, de divisions sociales dans cette « classe moyenne » n'a pas mis fin au mythe : on l'adapte en distinguant des strates inférieures et supérieures, en fonction des revenus salariaux, du patrimoine, mais l'idéologie anti-classes sociales demeure plus que jamais. On ne s'interroge pas sur les formes nouvelles de la lutte des classes aujourd'hui.

Pour ce faire, il faut commencer par bien définir ce qu'ont représenté les notions de « classe ouvrière » et de « cadre ». Ce

sont des constructions identitaires politiques, mais qui ont aussi une dimension objective, je ne fais pas une coupure mécaniste entre la classe en soi et la classe pour soi, mais m'interroge sur leur imbrication ici et maintenant. « Classe ouvrière » évoque la vision marxiste, plus largement socialiste (et au départ social-démocrate), d'un acteur social porteur d'avenir, le groupe ouvrier, producteur de la plus-value, au cœur du rapport entre travail et capital, chargé de la mission historique de renverser l'ordre injuste existant.

« Cadre » évoque, à rebours, la réussite de la promotion sociale dans le système actuel et attire tous ceux qui s'identifient à la « classe moyenne » et se refusent à s'identifier avec la classe ouvrière comme avec les exclus ou les prolétaires.

LE PÔLE IDENTITAIRE « CADRES » ET LA CRISE

Mon hypothèse est que cette deuxième identité sociale polaire est à son tour entrée en crise pour trois raisons principales. Premièrement, la crise structurelle du capitalisme qui commence dans les années 1970 a eu un effet décalé sur la situation économique de ces professions intellectuelles : le chômage et la précarisation, la paupérisation salariale les toucheront après les ouvriers et les employés, surtout à partir des années 1980-1990. Une fraction des professions intellectuelles du secteur public est même en

voie de prolétarianisation. En second lieu la révolution informationnelle remet en cause elle aussi l'identité cadre marquée originellement (comme la classe ouvrière) par l'industrialisme et le machisme (l'homme pourvoyeur du ménage, la femme à la maison). L'arrivée massive des femmes dans les emplois de services, notamment de services publics, la transformation des rapports de travail (mise en cause de l'autorité hiérarchique et paternaliste, intellectualisation et responsabilisation – ambivalente – du tra-

« Rien ne peut remplacer la lutte politique de longue durée contre toutes les formes de ségrégation sociale pour transformer l'archipel salarial (notion purement descriptive d'une réalité plurielle) en un salariat multipolaire, uni politiquement dans sa pluralité par des liens de coopération et de solidarité. »

vail salarié) remettent en cause l'image du cadre forgée dans les années 1930-1950. Enfin, troisième raison, le déclassement des diplômés de l'enseignement supérieur qui ne trouvent plus d'emplois de cadres a provoqué leur entrée dans de nouveaux mouvements sociaux (lutttes étudiantes, lutttes des intermittents du spectacle, des enseignants, des chercheurs, des médecins, etc.) qui invalident leur appartenance à la bourgeoisie.

Le pôle identitaire cadres, surtout dans sa version française, amalgame en fait des

segments du salariat très divers, voire divergents, depuis les managers actionnaires, « faux salariés » liés à la grande bourgeoisie capitaliste, jusqu'aux ingénieurs et techniciens qui n'encadrent personne et sont souvent des exécutants très qualifiés, et enfin les professions intellectuelles de l'éducation, de la recherche, de l'information et du travail social qui n'ont pas grand-chose à voir avec le chef d'atelier dans une usine d'assemblage... sinon de traiter des informations complexes et d'organiser, de coordonner, de communiquer. La notion gramscienne d'hégémonie aurait ici plus de pertinence que celle d'encadrement ou de discipline d'usine.

LE TRAVAIL D'INFORMATION DANS LA RÉVOLUTION INFORMATIONNELLE

Notons à ce propos la signification très particulière que j'ai donnée au travail d'information dans la révolution informationnelle. Loin de renvoyer à un processus neutre, l'informatisation du travail d'information (l'informatique de gestion) renvoie pour moi à une division sociale perverse entre trois types d'information : l'information stratégique monopolisée par les cadres de direction, l'information tactique élaborée par les cadres intermédiaires, les organisateurs, et enfin l'infor-

mation opérationnelle qui peut renvoyer aussi bien à des emplois d'opérateurs déqualifiés qu'à des emplois d'ingénieurs très qualifiés mais qui restent des exécutants de haut vol. Le travail d'information dans le cadre du système capitaliste, divise et cette division touche également les *managers* de haut niveau, selon qu'ils relèvent du *business*, du pôle financier, ou du pôle technique. On peut ainsi être un cadre de très haute compétence technique, mais être exclu du travail de conception stratégique, aujourd'hui étroitement lié aux milieux financiers.

“ *Seule l'expérience des luttes sociales et culturelles, y compris de leurs échecs, permettra de repérer les chemins nouveaux qui donneront sens et visibilité aux nouvelles luttes de classe.* ”

Quelle leçon en tirer sur le plan sociologique ? Ne faudrait-il pas distinguer rigoureusement, d'une part, le petit groupe des *managers* dirigeants liés aux actionnaires de contrôle, les cadres qui travaillent dans les marchés financiers, sont acquis à la culture de la rentabilité financière, sans

se soucier de l'avenir de l'entreprise, et, d'autre part, les cadres exécutants, y compris les organisateurs, dont les fonctions sont orientées vers la gestion du capital productif ? Clivage sociologique qui reproduirait le clivage économique analysé par Marx entre le capital fictif, porteur d'intérêt, et le capital productif, le capital réel ?

CONSTRUIRE L'UNITÉ DU NOUVEAU SALARIAT INFORMATIONNEL

Reste à examiner la distance, idéologique, politique, qui sépare ces bouleversements objectifs et les représentations que s'en font les classes sociales concernées. J'ai souligné dans mon livre l'ampleur des clivages culturels (au travail, à l'école, dans l'espace résidentiel) qui opposent les couches intellectuelles paupérisées, voire prolétarisées, mais conscientes de leurs ressources culturelles, et les classes populaires les plus démunies scolairement, notamment les fractions issues de l'émigration maghrébine et africaine. Rien ne peut remplacer la lutte politique de longue durée contre toutes les formes de ségrégation sociale pour transformer l'archipel salarial (notion purement descriptive d'une réalité plurielle) en un salariat multipolaire, uni politiquement dans sa pluralité par des liens de coopération et de solidarité.

Mais comment construire l'unité du nouveau salariat informationnel dans toute sa diversité, sans retomber dans la « grande simplification » de l'affrontement de deux acteurs historiques, le prolétariat et le capital ? Comment relier les luttes pour leur émancipation des féministes, des minorités ethniques, culturelles, et des salariés dans les entreprises, comment croiser en un mot les luttes contre les dominations et les luttes contre l'exploitation du travail, à l'ère du capitalisme informationnel ? La tâche est d'autant plus délicate que les dominations peuvent traverser le « camp » des exploités, comme l'ont montré les travaux des sociologues féministes à propos du « machisme » des ouvriers ou des cadres ou ceux des sociologues de l'éducation à propos du comportement ambivalent des enseignants, même militants, à l'égard des enfants des familles populaires. Seule l'expérience des luttes sociales et culturelles, y compris de leurs échecs, permettra de repérer les chemins nouveaux qui donneront sens et visibilité aux nouvelles luttes de classe. ■

*Jean Lojkine est sociologue. Il est directeur de recherche émérite au CNRS.



Diversité

Ce qui fait du terme « diversité » un mot piégé, c'est, en premier lieu, qu'être contre n'a presque aucun sens et, deuxièmement, qu'être pour n'a pas beaucoup plus de sens ...

PAR WALTER BENN MICHAELS*

En effet, ça n'a aucun sens d'être contre car, à moins d'être un suprémaciste blanc [quelqu'un qui croit à la suprématie de la « race blanche » N.D.T.], on ne voit pas le moindre intérêt à ce que toutes les positions de pouvoir du monde soient occupées par des Blancs. En outre, notons que si la « suprématie blanche », assurément, est complètement indéfendable, elle compte, de nos jours, de moins en moins de partisans. Ainsi, on voit mal quel obstacle serait suffisamment solide pour résister face aux combats menés pour ouvrir à chacun ces positions de pouvoir. On voit mal ce qui pourrait faire échec à la formation d'un monde dans lequel toutes les personnes, quelle que soit la couleur de leur peau, puissent être parlementaires ou dirigeants d'entreprises, un monde dans lequel les personnes de couleur seraient tout aussi riches ou... tout aussi pauvres que les personnes blanches.

ÊTRE CONTRE OU ÊTRE POUR

Pourquoi, alors, dis-je qu'être pour la diversité n'a pas davantage de sens qu'être contre ? Parce que, au moins si vous êtes de gauche, votre objectif n'est pas de faire advenir un monde dans lequel les personnes de couleur ne seraient ni plus riches ni plus pauvres que les personnes blanches. Bien sûr, si vous êtes de droite, la situation est différente : vous croyez que le vrai problème est celui de l'inégalité des chances et non pas l'inégalité elle-même. Dès lors, la diversité ne manquera pas de vous paraître séduisante. Pourquoi ? Parce que la diversité est une expression de l'approche libérale d'élimination des discriminations. Or tout l'objet de ce combat ne consiste pas à éliminer l'inégalité mais à la justifier. Prenons les exemples états-uniens les plus criants : un monde dans lequel les Noirs peuvent diriger non seulement de grandes entreprises comme McDonalds mais un pays entier ; un monde dans lequel les

Asiatiques peuvent être le groupe ethnique disposant des plus hauts revenus. Ce n'est pas un monde qui a fait un pas vers l'égalité ; c'est bien plutôt un monde où la lutte s'est concentrée sur l'extension à certaines personnes de couleur de la possibilité de tirer profit de ce même monde, précisément de plus en plus inégalitaire. Et si cet effort libéral contre les discriminations devait complètement aboutir, les États-Unis seraient tout juste aussi inégalitaires qu'ils le sont à présent. La différence serait simplement que la question raciale serait sortie du champ de l'inégalité, que personne ne serait pauvre parce qu'elle est victime de racisme.

« Plus les sociétés libérales deviennent inégalitaires, plus elles accordent de place à l'idée selon laquelle ceux qui profitent de l'inégalité devraient provenir de toutes les « races », genres ou cultures. »

C'est le monde qu'Adolph Reed critique quand il dit que le « triomphe du néolibéralisme » est l'idée selon laquelle « seules peuvent être qualifiées d'injustes les inégalités résultant d'un traitement défavorable fondé sur des désignations négatives assignées telles que la race » (*Renewing Black Intellectual History*, 2010). Mais c'est ainsi un monde que les économistes libéraux adorent parce que, de leur point de vue, la discrimination n'est pas un optimum économique. L'employeur refusant d'embaucher des Noirs ou des femmes restreint la force de travail disponible et donc octroie une prime salariale pour satisfaire sa préférence pour les hommes blancs. Dans des marchés assez peu soumis aux exigences

de compétitivité, cet employeur peut s'en sortir mais dans les marchés contemporains, le moins cher emporte nécessairement la préférence. Ainsi, aujourd'hui, la *Library of Economics and Liberty* (Bibliothèque de l'économie et de la liberté) l'affirme : « l'idée selon laquelle la discrimination est un coût pour le discriminateur est communément admise parmi les économistes » (<http://www.econlib.org/library/Enc1/bios/Becker.html>). Or, bien sûr, les années au cours desquelles cette idée a été appropriée coïncident avec celle où le terme « diversité » s'est répandu. Plus les sociétés libérales deviennent inégalitaires, plus elles accordent de place à l'idée selon laquelle ceux qui profitent de l'inégalité devraient provenir de toutes les « races », genres ou cultures.

UN POTENTIEL RADICAL ?

Cependant, aux États-Unis comme en France, d'aucuns continuent d'imaginer que la notion de « diversité » peut avoir un potentiel radical. Si, d'un côté, l'ouverture des élites aux personnes de couleur, comme Sadri Khiari le reconnaît, peut servir à « dissocier les classes moyennes indigènes du peuple des banlieues » ; de l'autre, « cette frange au sein du pouvoir blanc peut aider à l'organisation et à la politisation de ceux qui, tant d'un point de vue de classe que d'un point de vue de race, demeurent au bas de l'échelle » (*Race et capitalisme*, 2012). La diversité, selon Khiari, peut être une arme, relativement faible, dans ce qu'il appelle « la lutte des races » mais il a l'espoir que ce soit le commencement de quelque chose de plus fort.

Les citoyens des États-Unis, noirs comme blancs, seront fatalement un peu sceptiques vis-à-vis de cette espérance. Un demi-siècle de racialisation – que ce soit dans le discours rétro du *Black Power* (pouvoir noir) ou dans la langue contemporaine du diversitarisme d'entreprise – n'a rien changé pour la grande masse des Noirs ; cela a seulement produit une nouvelle élite politique noire. Ajoutons que

École libre

Les religieux parlent volontiers d'école libre. Mais que les lecteurs ne se trompent pas. Le mot liberté prend dans leur bouche une signification particulière qui ne coïncide en rien avec le concept de liberté que peuvent avoir des hommes qui pensent et qui ne sont

pas religieux.[...] La formule « Pour l'école libre » est un superbe drapeau qui couvre, ou prétend couvrir, une spéculation économique aussi juteuse que sectaire.

Antonio Gramsci, « Les privilèges de l'école privée », *Avanti!* 13 avril 1917.

dans le sillage de la réélection d'Obama, la droite états-unienne, dans sa quête désespérée pour gagner la faveur des gens de toutes couleurs, multiplie les gestes en matière de diversité : pas simplement en désignant un sénateur noir mais en promouvant des *Latino-Américains* comme le sénateur Marco Rubio et des Asiatiques comme les gouverneurs de Caroline du Sud et de Louisiane. Cela dit bien à quel point la diversité se présente comme une belle occasion pour les conservateurs de couleur. Même ce groupe qui, depuis le 11 septembre a été assurément l'objet de la plus grande suspicion – les Américains musulmans – a commencé à produire sa propre élite : les « *Muslim Urban Professionals* » (littéralement, professionnels musulmans urbains N.D.T.), qu'on appelle à Wall Street « *Muppies* ». Les intellectuels français peuvent se penser de gauche parce qu'ils soutiennent le port du *hijab* en public mais ce que Wall Street comprend, ce n'est pas juste sa valeur culturelle mais sa valeur en *cash*. Comme l'a déclaré un ancien *trader* de Citigroup : « Tu peux vouer un culte à Satan. Tant que tu fais de l'argent, ils sont contents. » (*New York Times* du 15 avril 2012).

Cependant, le vrai problème qu'il y a à penser la diversité comme une technologie potentielle de la gauche radicale, n'est pas d'ordre empirique mais conceptuel. Khiari pense que « le champ politique français est le lieu d'une lutte pour le pouvoir

entre les races ». En effet, il pense que ce combat n'est pas simplement français mais une expression de la « suprématie blanche internationale ». C'est exactement ce que les racistes blancs comme Lothrop Stoddard pensaient dans les années 1920 –

“ *La lutte des races est toujours déjà une lutte des classes et la classe qui en tire profit est la classe dominante.* ”

ainsi dans son ouvrage à grand succès *The Rising Tide of Color Against White World Supremacy* (littéralement, La marée montante de couleur contre la suprématie blanche mondiale N.D.T.) – et c'est ce que des conservateurs contemporains comme Samuel Huntington – transformant la question raciale en question culturelle – ont appelé le *Choc des civilisations*. La différence, bien sûr, c'est que Stoddard aimait la suprématie blanche et était résolu à défendre ce que Khiari est engagé à combattre. Mais la similitude est l'aspect le plus instructif : pourquoi la suprématie des « indigènes » serait préférable à la suprématie des Blancs ? Plus fondamentalement – et en supposant que c'est l'égalité raciale qui est visée et non une nouvelle suprématie raciale – qui bénéficierait de cette victoire de *la lutte entre les races*

(en français dans le texte N.D.T.) ? Imaginez un monde dans lequel les « races » partageraient finalement le pouvoir. Les élites blanches seraient rejointes par les élites de couleur mais le sort de ceux qui sont en bas de l'échelle – la grande majorité dans chacune des « races » – serait totalement inchangé. Pourquoi ? Non parce que leur victoire aurait été incomplète en tant que « race », mais parce que le combat n'a pas été mené en premier lieu pour eux. En d'autres termes, la raison pour laquelle on ne peut pas mener une politique radicalement progressiste en promouvant la diversité tient au fait qu'on ne peut pas faire quoi que ce soit de radicalement progressiste selon des considérations racialisées. Appelez cela « diversité » comme Goldman Sachs ou appelez cela « guerre de races » comme les Indigènes de la République ; quoi qu'il en soit, la diversité est un projet de classe du début jusqu'à la fin. Le problème n'est pas que « *la lutte des races* » (en français dans le texte N.D.T.) n'aurait rien à voir avec la lutte des classes. C'est précisément le contraire : la lutte des races est toujours déjà une lutte des classes et la classe qui en tire profit est la classe dominante. ■

***Walter Benn Michaels** est professeur de littérature à l'université de Chicago (États-Unis, Illinois). Le présent texte a été écrit en anglais à l'intention de la *Revue du projet*. Il a été traduit par notre équipe.

Gouvernance

Derrière ce faux ami se cache la conception d'une mondialisation impulsée par les transnationales et les marchés financiers et d'un démantèlement en règle de la puissance publique.

PAR AURÉLIE TROUVÉ*

Gouvernance locale et globale, gouvernance urbaine, gouvernance de l'environnement et d'entreprise ou encore gouvernance multi-niveaux, la gouvernance est partout. Voilà un concept particulièrement attrayant pour le politique, l'expert et le chercheur en sciences sociales. Il « favorise la rencontre entre disciplines » et rend compte de « processus originaux dans les domaines socio-économique et politique » (C. Baron, « Débat autour d'un concept polysémique » *Droit et société*, 2003). Il prend en compte de nouvelles configurations du pouvoir, de nouvelles façons de déci-

der, moins hiérarchiques et *top down* [du haut vers le bas], plus horizontales, passant par des arènes de concertation, de confrontation directe de l'ensemble des acteurs publics, privés et parapublics dans la prise de décision publique. Pour certains auteurs importants de l'économie hétérodoxe, il s'agit de redéfinir les frontières de l'étude des politiques et d'éviter des « oppositions trop simples entre État et marché » (G. Allaire, R. Boyer). Il prend en compte la « société civile » et tous les acteurs qui se situeraient entre le gouvernement (la puissance publique) et les acteurs privés du marché, à tous les niveaux (local, national et international).

C'est ainsi que doctorante en économie il y a dix ans, j'avais utilisé abondamment le concept, empruntant (et cédant ?) aux nombreux travaux d'économie hétérodoxe et de sciences politiques qui se réclamaient des approches ou théories de la gouvernance. Mais lors de ma soutenance de thèse, un des membres du jury m'avait longuement interpellée sur l'utilisation de ce vocable : et pourquoi pas utiliser le concept de « gouvernement » ou de « régulation » ? Car derrière le choix de tel ou tel concept analytique se cachent des visions du monde et des intérêts particuliers. Et plus précisément, « dans l'imposition et la légitimation des normes de la mondialisation libérale, c'est-à-dire une mondialisation impulsée par les transnationales et les marchés financiers, les mots sont des armes stratégiques ». (B. Cassen, « Mots pièges et mots épouvantails », intervention au colloque « *Diversidad y mundializacion* », 2002). La gouvernance est certainement de ces mots-là.

SON EMPLOI PAR LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Le mot gouvernance était équivalent de gouvernement et signifiait, en ancien français comme en anglais, l'art et la manière de gouverner. Il a été remis à l'honneur dans les années 1990 par des économistes et politologues anglo-saxons et par cer-

“ La gouvernance sous-tend, du moins dans sa conception dominante anglo-saxonne, un démantèlement en règle de la puissance publique, au nom d'une démocratie retrouvée qui met sur un même plan État, marché et « société civile ». ”

taines institutions internationales (ONU, Banque mondiale et FMI, notamment) avec des préoccupations majeures : l'ouverture de la décision publique à d'autres acteurs et avec elle, une redéfinition des prérogatives de l'État, centrées davantage autour de l'accompagnement et de l'encadrement des acteurs privés plutôt que de la régulation et du contrôle. Des politiques britanniques soulignent dès les années 1990 que la gouvernance remet en cause la capacité et la légitimité de l'État à intervenir directement, encourageant à le cantonner dans un rôle d'influence, au même titre que les acteurs privés.

À la même époque, la « bonne gouvernance » est utilisée par la Banque mondiale pour reformuler le consensus de Washington et continuer à promulguer les idées néolibérales, après les échecs des plans d'ajustement structurel. La *corporate governance* ou « gouvernance d'en-

treprise » rend compte quant à elle des nouveaux rapports de pouvoir dans les entreprises en faveur des actionnaires. L'utilisation à tout va de la gouvernance accompagne aussi les changements à l'œuvre dans le gouvernement britannique : l'affaiblissement de l'État (ou *holing out the state*), le *new public management*, la compétition entre acteurs, la privatisation ou la délégation de la gestion publique aux acteurs privés et parapublics... Et dans le champ théorique de l'économie, si des économistes hétérodoxes se sont emparés du concept, il faut garder à l'esprit les liens très forts avec des courants plus en phase avec l'économie dominante, celle des coûts de transaction, des choix rationnels, de la théorie des jeux...

En se plongeant dans les origines du concept, on mesure à quel point il ne s'agit pas seulement de rénover les cadres d'analyse en sciences sociales. La gouvernance sous-tend, du moins dans sa conception dominante anglo-saxonne, un démantèlement en règle de la puissance publique, au nom d'une démocratie retrouvée qui met sur un même plan État, marché et « société civile ». Une société civile dans laquelle tous les intérêts privés se valent, qu'ils soient syndicats, associations ou patronat. (O. Paye, « La gouvernance : d'une notion polysémique à un concept politologique », *Etudes internationales*, 2005). Patronat qui *in fine* se voit attribuer la même légitimité qu'un pouvoir élu au suffrage universel. Par le biais d'un nouveau cadre analytique, le patronat, les multinationales, les acteurs financiers, se voient octroyer une place de choix. ■

*Aurélien Trouvé est économiste. Elle est maître de conférences à l'ENSAD. Elle est coprésidente d'ATTAC.

Gagnant-gagnant

La formule a une sonorité étrange, un petit côté gnan-gnan. Elle nous vient des États-Unis, où l'on parle là-bas du *win-win*, ce qui est déjà un peu plus agréable à l'oreille. Attention : gagnant-gagnant ne veut pas dire que, dans une opération x, une tractation, un échange, je vais gagner deux fois ; ni que dans un face à face, les deux parties vont gagner de manière égale. C'est un peu plus retors. Le « concept », ou plutôt la technique a déjà une longue histoire ; elle a été expérimentée dans le domaine des jeux (à propos de la répartition de gains), de l'éducation (concernant un conflit parents/enfants) et du *management* (solutionner une lutte sociale).

La notion de gagnant-gagnant, qu'affectionnent le MEDEF ou les politiciens libéraux (et sociaux libéraux), se pare des vertus du partage, de l'équilibre, je gagne et tu gagnes ; en fait, il s'agit d'un partage très inégalitaire, genre pâté d'alouettes (une alouette et un cheval...). Pas question de diviser le gain en deux. Prenons un gâteau. Madame Parisot dira au syndicaliste salarié : à vous la cerise, à moi le gâteau. C'est du gagnant-gagnant dans ce sens où chacun part avec quelque chose, mais il y a là un sens très particulier de la répartition. Le *win-win* ou le gagnant-gagnant, c'est jamais du 50/50, plutôt du 99/1. Ou encore : à moi le réel, à toi le symbolique ou à moi le fond, à toi la forme.

Quel est alors l'intérêt du *win-win* ? C'est faire croire, dans un conflit, un face à face, une négociation (salariale, politique, diplomatique), qu'il n'y a pas de perdant. C'est permettre au vaincu de « sauver l'honneur », de garder les apparences d'une non-défaite, c'est soumettre l'autre avec son consentement, c'est abattre l'adversaire en lui laissant croire - et surtout en laissant paraître - qu'il est toujours debout. C'est de l'entourloupe et dans les écoles de formation du patronat, on doit passer pas mal de temps à ce petit jeu : faire en sorte que l'exploité perde la mise mais pas la face...



Métissage

L'économie libérale a aujourd'hui besoin de l'idéologie multiculturelle : elle trouve dans le métissage, du fait de la complexité de son histoire, un moyen de servir cette nécessité.

PAR CÉCILE CANUT *

À l'heure où la politique européenne se veut multiculturelle dans un monde saturé de flux et de réseaux, la notion de métissage, envisagée de manière conjointe avec celle d'hybridité ou de créolité, s'est imposée depuis quelques années comme *doxa* dans le discours dominant des média, des artistes ou des chercheurs en sciences humaines : représenter le monde comme métissé suppose une ouverture à l'autre, altérité inscrite dans une optique généreuse de dépassement des frontières de toutes sortes. Déclinée de plus en plus comme processus (hybridisation, créolisation, diversalité), elle concerne tous les domaines de ce qui est communément conceptualisé comme culturel (musique métisse, littérature mosaïque, cuisine créole, langue métisse ou créole...). Cette valorisation du métissage culturel, à rebours de son acception péjorative archaïque arguant du choc puis du brouillage des cultures, cherche à en faire valoir la portée pacifiante et régulatrice.

LES ORIGINES DU MOT

Les significations actuelles données au mot *métissage* sont indissociables de son histoire et des conditions de production dans lesquelles il a émergé. Issu du portugais (*mestiço*) puis de l'espagnol (*mestizo*) le *métisse* correspond au XV^e siècle à une nouvelle catégorie de personnes : les enfants issus d'unions honteuses entre les Européens et les Indiens. Classés en fonction de l'origine de leurs parents, ces êtres humains menaçaient ainsi l'ordre établi des catégories raciales. En 1708, dans le dictionnaire de la langue française de Furetière, le terme *métisse* apparaît : « Le nom que les Espagnols donnent aux enfants qui sont nés d'un Indien et d'une Espagnole, ou d'un Espagnol et d'une Indienne. On appelle aussi chiens métis, ceux qui sont nés de différentes races, comme d'un Lévrier et d'un Épagneul. » Élargie à l'ensemble des contacts entre

races, la connotation péjorative associée au processus de métissage s'institue pendant les colonisations européennes jusqu'au milieu du XX^e siècle et vise à différencier plus largement les rejetons de couples noirs et blancs. À la fois anomalie biologique et sociale, le métisse correspond alors à une sorte de monstre contre nature. De même, les langues nées sur les îles et résultant de l'esclavage vont toutes être nommées *créole*, c'est-à-dire identifiées en fonction de leur impureté supposée et réduites à leur processus de création, le mélange. Cette dénomination annule de la sorte le caractère commun à toutes les langues, celui d'un syncrétisme intrinsèque, en hiérarchisant les formes linguistiques selon leur origine et leur histoire.

UNE VISÉE CULTURALISTE

Après la Seconde Guerre mondiale, se produit une inversion sémantique : le processus de métissage appliqué à toutes sortes de mélanges, ethniques et culturels, devient positif. Les discours scientifiques, politiques puis médiatiques, entament progressivement un retournement du signifié afin de lutter contre toute forme d'essentialisation. Face à la pureté érigée comme fondement des civilisations pendant la période coloniale, il s'agit au contraire de construire un monde pluriel fait d'échanges, de mélanges et de mobilité. Cette option va consacrer le multiculturalisme, entraînant avec lui l'injonction à l'interculturel.

Les États-Unis, en cherchant à généraliser leur modèle *multiracial* et *multicultural*, tiennent un rôle majeur dans l'avènement de cette conception post-moderne. Les anthropologues américains théorisent ainsi depuis quelques décen-

nies une approche de l'hybridité comme moyen de renversement des processus de domination coloniale (Bhabha). En ce sens, des ponts se construisent entre les *postcolonial studies* et l'*éloge de la créolité* (Jean Bernabé, Patrick Chamoiseau et Raphaël Confiant) – une créolité devenue incontournable dans le domaine littéraire notamment.

Renforcée par la circulation des biens et des personnes selon une vision transnationale souvent enchantée, cette conception du monde *mobile* se fonde paradoxalement sur une permanence des essences (culture, minorité, ethnie, langue). Car supposer le métissage ou le mélange, c'est bien affirmer qu'il existe des ethnies, des langues et des cultures différenciées, dont on constate ou désire la rencontre (le modèle inter-culturel). Autrement dit, loin de renverser les fondements ontologiques contenus dans le discours colonial, l'injonction au métissage repose inéluctablement sur une visée culturaliste, réactualisant la fonction différentielle des populations pour lesquelles on fabrique des appartenances et des identités.

CULTURALISER LE POLITIQUE

L'injonction au métissage n'est pourtant pas surprenante dans le contexte social, politique et économique qui est le nôtre : focaliser l'attention sur la culture comme donnée déterminante du politique (ou *culturaliser le politique*) favorise, au sein du capitalisme tardif, l'éviction des rapports de forces et de pouvoir propres à tisser les liens sociopolitiques. Inventées par l'ethnologie et instrumentalisées variablement selon des logiques politiques au cours de l'histoire, les cultures comme les langues ou les ethnies continuent d'être des *objets* manipulés et manipulables à des fins gouvernementales. ■

*Cécile Canut est sociolinguiste. Elle enseigne à l'université Paris-Descartes.

Mariage gay

Voilà une expression qui a du plomb dans l'aile mais à laquelle on n'a pas encore réussi à faire la peau définitivement. Pourtant, là encore, cette simple expression n'est pas anodine. En effet, l'élémentaire revendication républicaine portée par la gauche n'est pas l'ouverture d'un contrat *spécifique*, d'une institution *ad hoc* pour les homosexuels comme le sous-tend l'expression « mariage gay » où l'épithète

gay vient qualifier et *spécifier* le mariage comme s'il s'agissait d'un *autre* type de mariage. Or, ce n'est justement pas un *autre* mariage qui est réclamé, c'est au contraire la simple *égalité* qui est attendue avec l'ouverture à tous les couples des mêmes droits à l'union. Voilà pourquoi « mariage pour tous les couples » et « mariage gay » sont deux notions qu'il ne s'agirait pas de confondre...

Nauséabond

Il s'agit là d'un terme très fort au sens propre. On l'entend aussitôt dès qu'on y prête attention : nauséabond, c'est ce qui donne la *nausée*. L'image est saisissante : c'est tellement horrible que ça fait vomir « ça me fait gerber ! » dit-on parfois avec émotion. Les dictionnaires précisent bien la dimension *sensorielle* du terme, dimension essentiellement olfactive mais aussi, secondairement, gustative. Pourquoi dès lors y voir un mot

piégé ? C'est surtout son emploi paresseux qui interroge, un emploi usé jusqu'à la corde où ce mot au sens propre très fort se trouve, par son emploi mécanique, doté d'un sens finalement très faible. Dès qu'il est question de xénophobie, de racisme ou d'homophobie, aussitôt surgit « nauséabond », mot qu'on utilise à peu près jamais en dehors de ces cas. On peut donc se demander pourquoi ces affaires ne seraient pas tout sim-

plement « injustes », « scandaleuses » ou encore « révoltantes » ? Pourquoi spécifiquement « nauséabondes » ? Pourquoi le racisme serait un parfum et l'homophobie une odeur ? Pourquoi pas des positions politiques aussi fermes que les autres ? On ne combat pas une fragrance, on l'inhale, avec plaisir ou dégoût. Or racisme et homophobie ne s'inhalent pas ; ils méritent bien qu'on les combatte résolument.

Partenaires sociaux

Un regard historique montre combien cette expression ne rend pas compte de la réalité hier et aujourd'hui.

PAR MICHEL DREYFUS*

« **P**artenaires sociaux » : chaque mot, chaque expression ont un sens. Il faut faire attention à l'utilisation des termes employés. La terminologie n'est jamais neutre et bien au contraire, elle a une signification idéologique. La façon dont on désigne une réalité contribue à la définir. Employer l'expression de « partenaires sociaux » renvoie implicitement à l'idée selon laquelle le patronat et les organisations syndicales auraient les mêmes intérêts, les mêmes objectifs. Dans cette perspective, ils mettraient en commun leurs efforts pour aboutir à un but bénéfique pour tous : ce qui les rassemblerait serait bien plus fort que ce qui les divise.

UNE EXPRESSION DISCUTABLE

Or toute l'histoire mais aussi l'examen de la réalité la plus actuelle montre combien cette vision des choses est discutable en ce qui concerne les mouvements sociaux. Depuis les débuts de la révolution industrielle vers 1820, l'histoire sociale française a été très largement conflictuelle. Interdiction avait été faite en 1791 par la loi Le Chapelier au monde du travail de s'organiser pour défendre ses intérêts. Cet interdit a duré près d'un

siècle puisqu'il faut attendre 1884 pour que soient légalisés les syndicats. Ce refus étatique de l'organisation ouvrière a été pour beaucoup à l'origine de ces grandes explosions sociales qu'ont été la révolte des Canuts (1831-1832), les journées de juin 1848 et la Commune (1871). Cette histoire et le souvenir qu'en ont les premiers militants ouvriers expliquent qu'en France, le syndicalisme se soit d'abord construit contre l'État. N'oublions pas enfin que, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ce dernier brille par son absence dans le social et intervient essentiellement sur le plan répressif.

Les choses commencent à changer après la Grande Guerre. Toutefois la conflictualité subsiste très largement et ce, sur une longue période. Les grandes explosions sociales de 1936 et, plus près de nous de 1968, sont très différentes par bien des aspects mais elles se rejoignent cependant sur un point : elles n'auraient certainement pas eu lieu si le patronat avait accepté de négocier sur les salaires et les conditions de travail avec les organisations syndicales. Mais en 1936, personne ne considère les syndicats comme des partenaires sociaux et il en est de même en 1968.

Tout n'a pas été obtenu par des luttes spectaculaires, loin de là : l'histoire sociale française a aussi été façonnée par des lois très importantes, votées « à froid ». Signalons les deux lois jumelles d'avril 1898, sur la mutualité et les accidents du travail, ainsi que celle de 1930,

instaurant les Assurances sociales ; ce dispositif, on l'oublie trop souvent, ouvrira la voie quinze ans plus tard à la Sécurité sociale. Ce bref rappel montre qu'on ne peut s'en tenir à une vision uniquement conflictuelle de l'histoire sociale dans notre pays. Mais inversement évacuer complètement cette dimension, comme tend à le suggérer l'expression de partenaires sociaux, est tout aussi discutable.

Ce long passé se fait encore très lourdement sentir aujourd'hui. Force est en effet de constater que la conflictualité reste encore très vive, comme le montrent plusieurs épisodes récents. Le plus important et le plus spectaculaire est le Plan Juppé en 1995. Au mépris de toute concertation, un gouvernement s'efforce de « réformer » les régimes sociaux ainsi que la Sécurité sociale, en

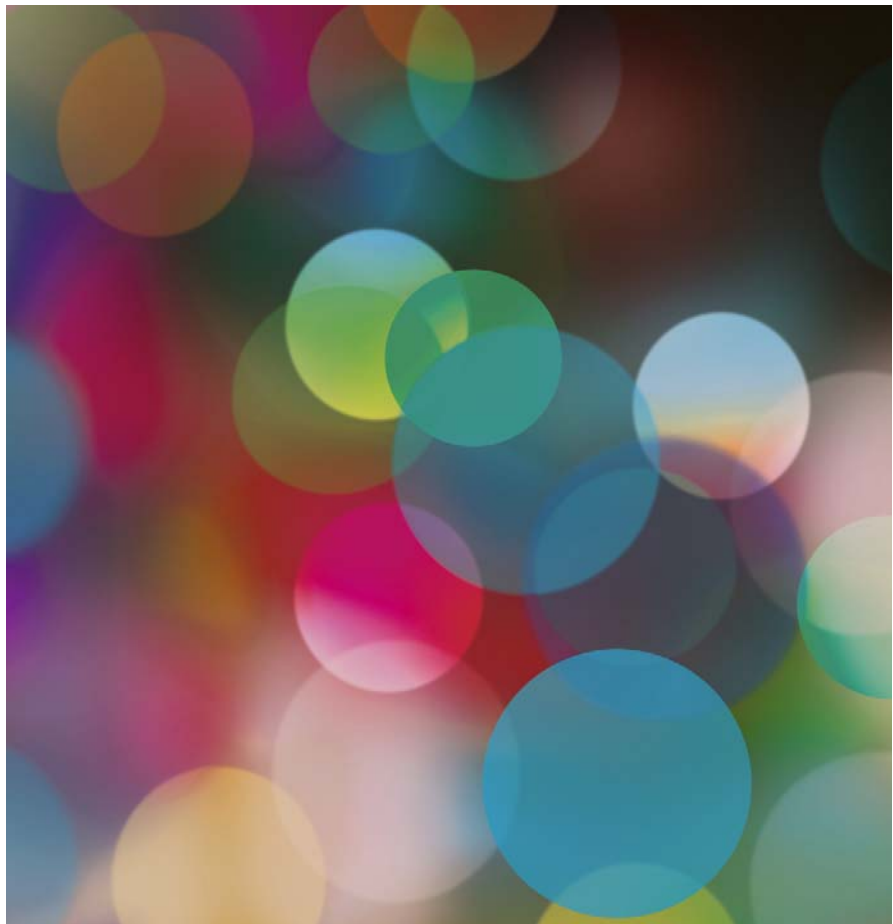
« Employer l'expression de « partenaires sociaux » renvoie implicitement à l'idée selon laquelle le patronat et les organisations syndicales auraient les mêmes intérêts, les mêmes objectifs. »

passant en force. Dans cette démarche, où sont les partenaires sociaux ? On en mesure le résultat : le pays connaît le plus grand mouvement de grèves survenu depuis 1968. L'absence de concertation se manifeste également lors des différentes réformes sur les retraites menées en 2003, 2007, etc. L'équilibre nécessaire de la Sécurité sociale est dif-

ficile à obtenir : est-ce une raison pour procéder comme l'ont fait alors les différents gouvernements ? La conviction du patronat en ce qui concerne les partenaires sociaux est tout aussi problématique. Lorsque le gouvernement Jospin instaure à partir de 1999 les 35 heures, Jean Gandois représentant du Conseil national du patronat français (CNPFP), l'ancêtre de l'actuel MEDEF, est contraint à la démission, en raison de sa supposée mollesse sur ce dossier. Il est remplacé par Ernest-Antoine Seillère qui ne cache pas sa volonté d'en découdre avec le gouvernement et surtout les syndicats en des termes qui n'évoquent nullement la notion de partenaires sociaux. Une fois de plus, les mots sont tout sauf neutres.

UNE ÉGALITÉ ENTRE PATRONAT ET SYNDICATS FORMELLE

Enfin on peut s'interroger aujourd'hui, à l'heure où le chômage n'arrête pas de progresser depuis des mois, si l'expression de partenaires sociaux rend compte de la réalité. La crise s'est considérablement accrue depuis 2008. Elle met le monde du travail dans une position encore plus difficile, ce qui fait que toute égalité entre le patronat et les syndicats est formelle. La France connaît le taux de syndicalisation le plus faible d'Europe en raison de la profonde division de son mouvement syndical. Aussi ce dernier est plus que jamais sur la défensive parce que le poids de la crise et en particulier du chômage se fait sentir. Dans ces conditions, la situation n'est pas égale entre les syndicats et le patronat. Au risque d'employer un vocabu-



laire qui eut son heure de gloire mais qui est un peu passé de mode aujourd'hui, la lutte des classes reste plus que jamais d'actualité. Plus de huit millions de personnes sont touchées par la grande pauvreté en France et vingt-cinq millions dans toute l'Europe. Dans ce contexte, parler de partenaires sociaux est pour le moins réducteur. Le

conflit n'est certainement pas la seule réponse à la situation et il faut se méfier de toute solution simpliste. Mais, répétons-le, il faut aussi faire attention à la façon avec laquelle on rend compte de la réalité. ■

***Michel Dreyfus** est historien. Il est directeur de recherche (CNRS/université Paris-I Panthéon-Sorbonne).

Populisme

Voici résolument un mot qui a pris un furieux envol ces dernières décennies dans la bouche des commentateurs politiques ! Insulte qui disqualifie celui qu'elle vise, le terme populisme a pourtant une histoire complexe, effacée par un usage tellement dominant qu'il n'est pas sûr que son emploi soit encore possible dans une bouche progressiste.

PAR **ELSA GUQUELIN***

Populisme, d'abord, on l'entend aussitôt, est un mot forgé sur peuple (*populus* en latin) auquel on a adjoint le fameux suffixe « -isme » signifiant « partisan de », « en faveur de ». Ainsi, le populiste, littéralement, est celui

qui est en faveur du peuple. Évidemment, d'emblée, se posent deux questions : le périmètre et la définition dudit peuple ; secondement, si on se dit en faveur du peuple, c'est que le peuple a des adversaires et la deuxième question est l'identification desdits adversaires. On voit donc d'emblée le caractère tendancieusement flou de la notion pouvant

embrasser le pire (peuple = race X ; adversaires = races Y, Z, etc.) comme le meilleur (peuple = classes laborieuses ; adversaires = bourgeoisie par exemple).

« ROUSSEAUISME COLLECTIF » EN RUSSIE

Historiquement, le mot trouve sa première forte incarnation en Russie. En

effet, il désigne, sous le règne du tsar Alexandre II (1855-1881), « le premier mouvement révolutionnaire spécifiquement russe » (Jean-Paul Scot), sorte de socialisme agraire théorisé par Tchernychevski – notamment dans son célèbre roman *Que faire ?* (1863) – ou encore Netchaïev et Mikhaïlovski. Liés personnellement à Marx dont ils introduisent en pionniers – avec une fidélité approximative... – les idées en Russie, les *narodniki* (populistes en russe) développent une théorie politique pourtant singulière, teintée de mysticisme : il s'agit pour les membres de l'intelligentsia d'aller au peuple et d'y aller par milliers – ainsi des vagues étudiantes populistes des années 1870 en direction des campagnes. Après l'échec cuisant rencontré par ce premier élan, le mouvement évolue en sens contradictoires : terrorisme

avec le groupe significativement appelé « Volonté du peuple » dès 1878 – il est à l'origine de l'assassinat d'Alexandre II en 1881 ; institutionnalisation avec la création en 1901 du Parti socialiste révolutionnaire (SR) qui joue un rôle majeur dans la vie politique russe du début du XX^e siècle – y compris sur le maigre plan parlementaire concédé par l'autocratie. Leur importance est si peu négligeable que Lénine ne manque pas de leur consacrer plusieurs articles importants pour les combattre – ainsi du fameux et tonique *Ce que sont les « amis du peuple »* (1894). Résumons : le populisme, lorsqu'il apparaît en Russie, est une culture politique s'apparentant au socialisme dans une vision superficiellement nourrie de l'œuvre marxienne et plaçant en son cœur la question du peuple, c'est-à-dire, essentiellement, du peuple paysan des

campagnes, l'*obchtchina* (la commune rurale en russe) devant former la cellule élémentaire du socialisme à bâtir dès à présent. Le principal spécialiste du populisme russe, l'Italien Franco Venturi n'hésitait pas, en 1952, à qualifier le populisme de « rousseauisme collectif » : on est bien loin de Jean-Marie Le Pen...

LE PRIX DU ROMAN POPULISTE

Poursuivons en revenant sous nos latitudes. S'il n'y eut pas *stricto sensu* de parti populiste en France, il y eut pourtant une école littéraire se réclamant explicitement du populisme, sans pour autant qu'il y ait le moindre lien avec les populistes russes. C'est la naissance de cette école que proclame Léon Lemonnier en page 3 du journal d'esprit radical-socialiste *L'Œuvre*, le 27 août 1929 dans un texte-programme : « Un manifeste litté-

Productivisme

On retrouve à nouveau un mot en « isme », ce fameux suffixe qui, selon le *Trésor de la langue française*, « implique une prise de position, théorique ou pratique, en faveur de la réalité ou de la notion que dénote la base ». Le productiviste est donc partisan de la production. Dans le langage théorique, on entend surtout celui qui serait partisan de la production *pour la production*, la production étant considérée comme une fin en soi, un objectif à soi seul. D'aucuns prétendent ainsi (voir « Lire » du numéro précédent) que la meilleure définition du capitalisme serait justement celle-ci : productivisme.

Cette désignation appelle quelques remarques. Le capitalisme, on le sait, a été à l'origine d'un immense accroissement de la production – il n'est que de lire *Le Manifeste du parti communiste* ou n'importe quel livre d'histoire du XIX^e siècle pour en prendre la mesure. Quand le féodalisme bridait la production, le capitalisme l'a amplement libérée, phénomène quantitatif historique indéniable. Mais le concept porte en lui l'idée de « produire pour produire ». Qu'est-ce à dire ? Le capitalisme, on le sait, ne vise pas à répondre aux besoins humains, il vise à faire de l'argent. Dès lors, il n'hésite pas à nous refourguer des marchandises dont on n'a strictement aucun besoin. De fait, ce qui est aujourd'hui un énorme secteur marchand, la publicité, est spécifiquement

conçu pour nous faire désirer ce dont nous n'avions ni besoin ni idée – lisez Stiegler ou Clouscard qui en parlait déjà. En outre, on parle à juste titre de « dégénérescence programmée », c'est-à-dire que le nombre d'acheteurs étant limité, il convient que les produits qu'on leur vend aient une durée de vie limitée afin qu'on puisse leur en vendre de nouveau pour faire de nouveaux profits. Ainsi, la rengaine des grands-parents selon laquelle, *avant*, le réfrigérateur avait duré bien plus longtemps, etc. n'est pas nostalgie sénile mais s'appuie bien sur un fondement du capitalisme qui, pour faire des profits, n'hésite pas à produire *mal* pour produire et vendre *plus*.

Jusqu'à là tout va bien mais le bât blesse sérieusement deux fois. Premièrement, est-il si sûr que le capitalisme soit un mode de production fondé essentiellement ou principalement sur l'accroissement de la production ? Un examen même superficiel de la situation sanitaire des séropositifs de par le monde devrait interdire ce genre de raisonnements. Où a-t-on vu que les capitalistes voulaient produire toujours *plus* de médicaments pour la trithérapie ? Non, le capitalisme n'est pas un productivisme, il ne vise pas, en tout état de cause à produire toujours plus ; il ne vise pas à produire pour produire, il vise et il ne vise qu'à *accroître le taux de profit*, ce qui, en effet, peut passer

par l'accroissement artificiel de la production (au mépris de la nature comme des humains, que ce soient les travailleurs qui se tuent à la tâche pour produire des choses inutiles comme ceux qui sont contraints d'acheter des produits de mauvaise qualité) mais on ne peut certainement pas soutenir que l'accroissement de la production est la seule chose visée : encore faut-il qu'il y ait une population solvable pour acheter ces marchandises...

En fait, on le comprend bien, la question est décalée : le productivisme est dans une logique +/- alors que le capitalisme est dans la logique du taux de profit. Et nous, dans quelle logique sommes-nous ? Sommes-nous productivistes (produire plus) ou antiproductivistes (produire moins ou cesser de produire pour produire) ? On est tenté de répondre que là encore, la vraie question est ailleurs tant on peine à croire que la réponse puisse être : plus d'armes atomiques ou *moins* de médicaments...

Il ne s'agit pas de produire plus ou de produire moins. Il s'agit de répondre d'une façon révolutionnaire aux questions : Qui produit ? Dans quel but ? Selon quelles modalités ? En d'autres termes, qui décide de la production ? Pour répondre à quels objectifs ? Comment s'organise cette production ? Autant de questions qui tendent à disparaître avec le mot « productivisme » et les logiques qu'il implique...

raire : le roman populiste ». Après avoir attribué la paternité de cette école nouvelle au jeune romancier André Thérive, Léon Lemonnier déclare : « Nous en avons assez des personnages chics et de la littérature snob ; nous voulons peindre le peuple. » Il s'agit d'en « finir avec les personnages du beau monde, les pécores qui n'ont d'autre occupation que de se mettre du rouge, les oisifs qui cherchent à pratiquer des vices soi-disant élégants. Nous voulons aller aux petites gens, aux gens médiocres qui sont la masse de la société et dont la vie, elle aussi, compte des drames. » On voit bien la dimension esthétique de ce choix littéraire ; on en mesure tout autant la portée idéologique et politique. Pour autant, point de proximité excessive avec le mouvement ouvrier. *L'Œuvre*, pour être un journal de gauche, n'en est pas moins farouchement anticommuniste. Surtout, la distance est bien marquée : « Nous ne voulons point non plus nous embarrasser de ces doctrines sociales qui tendent à déformer les œuvres littéraires. » En dépit de cette impulsion liminaire, seront récompensés du prix du roman populiste créé peu après (1931) plusieurs romanciers fort proches du mouvement ouvrier – Eugène Dabit, le tout premier, pour *Hôtel du Nord*, Jules Romains (1932), Jean-Paul Sartre (1940), Jean-Pierre Chabrol (1956), André Stil (1967), Gérard Mordillat (1987), Didier Daeninckx (1990) ou encore Patrick Besson (1995). En France donc, « populisme », dès l'entre-deux-guerres, c'est moins une culture politique socialiste – ce n'est même clairement pas ça – qu'une centralité artistique accordée aux classes populaires. Là encore, on est bien loin de Jean-Marie Le Pen...

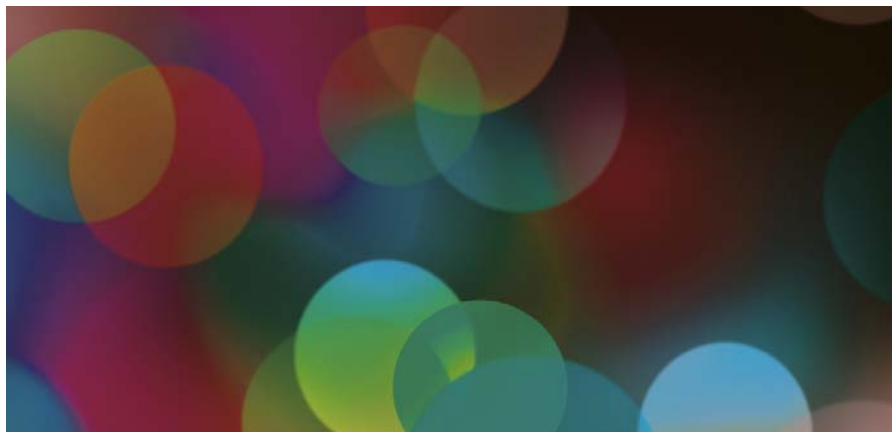
UNE OPÉRATION POLITIQUE

L'usage contemporain qui a envahi les plateaux de télévision et quelques laboratoires de science politique est parfaitement étranger à ces deux moments forts du mot « populisme » des deux siècles passés. Il vient tout droit des États-Unis et a été importé en France par Pierre-André Taguieff dans les années 1980. Cet ancien situationniste ayant avec le temps glissé sensiblement vers la droite, occupe alors certaines responsabilités au sein de Sciences Po et, singulièrement, du politiquement et médiatiquement puissant Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF). Le contexte politique d'apparition/importation du contexte mérite d'être précisé : le Front national vient de faire son entrée fracassante sur

le devant de la scène politique. Le contexte idéologique n'est pas moins important : il est marqué par l'effondrement du marxisme dans l'université. Dès lors, il s'agit de penser à nouveaux frais l'extrême droite mais aussi le positionnement politique ouvrier. Sans qu'*aucune* étude précise soit menée en ce sens, on lie en effet le vote ouvrier au vote FN et la légende du passage du PCF au FN du monde ouvrier se met en place. Le mot « populisme » est l'aboutissement et le condensé de cette réflexion de combat. Qu'en est-il au fond ? Le populisme serait la lutte des petits contre les gros, la lutte des mécontents, des menacés. Précisément, Taguieff le définit comme « un style politique » fondé sur « l'appel au peuple contre les élites ». Le populiste est celui qui « prétend parler directement au nom du peuple et pour le peuple, en dénonçant les élites en place, et ce en vue de réaliser une démocratie véritable [...] Il se distingue et par l'insistance qu'il met à célébrer sa "différence" et par ses promesses intenables. » (article « populisme » de Taguieff dans *l'Encyclopaedia Universalis*). On voit bien le danger du concept : tenir un discours de lutte des classes défendant les intérêts populaires contre les classes dominantes tout en réclamant l'approfondissement radical de la démocratie fait irrémédiablement tomber l'impudent progressiste dans l'infamante catégorie où il côtoiera les Le Pen & consorts. L'opération idéologique présente plusieurs avantages pour les forces désignées comme non populistes, c'est-à-dire celles qui n'entendent pas parler pour le peuple en dénonçant des élites en vue de réaliser une démocratie véritable. À gauche, pour certains socialistes attirés vers le centre, la notion de populisme permet de reconfigurer complètement l'espace politique en dénouant des solidarités et en en proposant de nouvelles : les alliés ne sont plus nécessaire-

ment à gauche s'ils sont touchés par le populisme, ils sont bien plutôt dans le reste de l'arc politique qui n'est pas populiste, c'est-à-dire, notamment au centre voire au-delà. Pour la droite, la notion de « populisme » présente deux intérêts contradictoires : 1) décrocher le Front national (figure d'épouvantail dans une large partie de la société) de la grande famille de la droite – si le FN est populiste, il n'est donc pas l'accentuation de la droite, il est bien plutôt l'égal de la gauche qualifiée d'extrême 2) adoucir l'image du FN qui ne se trouve plus « extrême » ou « fasciste » mais simplement « populiste », c'est-à-dire bien moins dangereux. Enfin, cette conceptualisation de populisme permet à tous ceux qui refusent des changements radicaux dans le sens des intérêts populaires, tout à la fois de disqualifier leurs adversaires en les taxant de « populistes », de légitimer le *statu quo*, et enfin, *last but not least*, d'éliminer le peuple du champ politique. *Exit* le peuple, immature créature facilement envoûtée par des *leaders* charismatiques flattant ses instincts ; mieux vaut s'en remettre aux seules élites qui, elles, savent et comprennent – relisez la presse de 2005 lors des débats référendaires... *Exit* toute politique visant à mobiliser le peuple et à mener une politique répondant à ses intérêts en s'en prenant aux dominants. Concluons donc avec la sociologue Annie Collowald qui a tant œuvré à mettre en lumière les dangers de cette notion : le populisme est « une erreur scientifique qui fait écran », tout à la fois excès d'honneur pour le Front national ainsi placé en parti du peuple, et indignité démophile pour renoncer aux combats de classe. ■

*Elsa Guquelin est politiste. Elle enseigne à Nouméa.



Race

Alors que les races n'existent objectivement pas, elles ont une existence subjective qui a des effets sociaux.

PAR GUILLAUME QUASHIE-VAUCLIN*

Le mot race est ancien. On en trouve trace en français au moins dès le XV^e siècle : la « rasse » est alors essentiellement l'ensemble des ascendants et des descendants d'une même famille. On est encore tout proche, en fait du mot latin *gens*. Ainsi, dans la tragédie antique, on est souvent confronté à des *gentes* (pluriel latin de *gens*), la plus célèbre étant sans doute celle des Atrides. De quoi s'agit-il ? Il s'agit des *descendants* d'Atrée, confrontés, de génération en génération, à la colère des dieux du fait du péché originel d'Atrée et de son frère Thyeste : ils avaient tué leur demi-frère Chrysispos, enfant que leur père avait eu avec une nymphe, crime qui valut malédiction pour Atrée lui-même mais aussi pour toute sa *race*, c'est-à-dire pour toute sa lignée : Agamemnon et Ménélas, ses fils, mais aussi Électre, Iphigénie ou Oreste, ses petits enfants. La race, comme traduction de *gens*, c'est d'abord cela : l'ensemble des personnes appartenant à une même lignée.

Ce sens est particulièrement vivace dans l'aristocratie à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècles) : on parle ainsi de la race des Rohan ou de celle de n'importe quel grand noble. On se distinguera ainsi en indiquant qu'on appartient à une vieille race – c'est-à-dire lignée – aristocratique en dédaignant ceux qui ont été anoblis récemment et ne relèvent donc pas vraiment de la noblesse de race.

LA CONSTRUCTION DE LA RACE AU XIX^e SIÈCLE

Mais il y avait une ambiguïté dès le départ dans le mot *gens* qu'on retrouve dans le mot race. Si on parle en latin de la *gens Iulia* pour parler de la famille Julia, on parle aussi de la *gens Sabina* pour parler du *peuple* sabin ou, comme on traduisait naguère encore, la race sabine. Le mot *gens/race* peut ainsi avoir un sens plus large que le strict sens familial.

C'est justement au flou de la notion que vont s'attaquer un certain nombre d'hommes de science dès le XVIII^e siècle.

Existe-t-il une seule humanité ou y a-t-il des différences fortes entre les hommes qu'on pourrait regrouper en plusieurs catégories aux caractéristiques propres, comme on le fait avec les chevaux (je reprends la comparaison pointée par Roger Vailland) ? Le grand naturaliste suédois Linné (1707-1778) isole ainsi six races humaines : la race sauvage (certes encore inaperçue), la race américaine, la race européenne, la race asiatique, la race africaine et la race monstrueuse (pathologique).

Le débat prend de l'ampleur, on le sait, au XIX^e siècle autour du débat touchant le polygénisme : tous les hommes ont-ils la même origine ou y a-t-il plusieurs souches différentes à l'origine de plusieurs races différentes ? Surtout, pour mettre fin au grand flou des catégories, il s'agirait de trouver des critères fiables pour délimiter les races. Bien sûr, la couleur de peau est un temps envisagée mais nos scientifiques savent bien qu'elle n'est pas fiable : un Africain albinos est plus pâle qu'un Marseillais ; une paysanne provençale n'a pas toujours le teint plus clair qu'un bey tunisien... Combien de gradients en lieu et place de catégories nettes – avant Muriel Robin, ils avaient déjà perçu qu'il y avait des Noirs plus ou moins noirs... Aussi, l'invention de l'index crânien en 1842 va être l'occasion d'un grand essor de la race en milieu scientifique. On délimite ainsi des grandes catégories en fonction du volume crânien et de la forme de celui-ci ; tout est mesuré – c'est la craniométrie – et classé : dolichocéphales, brachycéphales, mésocéphales... Sans oublier la couleur de peau, on essaie ainsi de mêler les éléments censément objectifs pour élaborer des catégories raciales. Le chef de file de ce mouvement, c'est bien sûr le comte de Gobineau et son célèbre *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853) mais ce discours pénètre largement et durablement les milieux scientifiques et politiques – lisez le *Tableau de la géographie de la France* de Vidal de la Blache au début du XX^e siècle et, au-delà, les méticuleux travaux de l'historienne Carole Reynaud-Paligot.

Le hic, toutefois, car nous sommes au XIX^e siècle, c'est-à-dire au cœur d'un siècle d'immenses et inédites migrations – les Européens partant par dizaines de millions dans tous les continents et opérant, par le biais de la colonisation, des transferts de population massifs – c'est que ce modèle

racial simple se trouve encombré d'infinis mélanges de sorte que, Gobineau, désespéré, écrit : « L'espèce blanche a désormais disparu de la face du monde [...]. La part du sang aryen, subdivisée déjà tant de fois, qui existe encore dans nos contrées, et qui seule soutient l'édifice de notre société, s'achemine vers les termes extrêmes de son absorption. » Le modèle racial sitôt exposé se trouverait périmé. Surtout, dans le monde scientifique, on voit bien les problèmes de ce modèle à quelques races : personne n'y rentre complètement et ces groupes créés sont très hétérogènes. On développe donc des modèles avec un nombre plus grand de races pour que le réel entre dans ces catégories. Joseph Deniker propose ainsi un modèle à 17 races. Scientifiquement, l'affaire paraît donc fragile mais n'en conserve pas moins un certain écho.

RACE ET RACISME AU XX^e SIÈCLE

Le XX^e siècle se distingue du siècle précédent en ce qu'il fait pleinement entrer la race au cœur du débat politique, en particulier avec le nazisme, Hitler n'hésitant pas à dire que le véritable moteur de l'histoire est la *lutte des races*. Le triomphe nazi de la race est pour autant un chant du cygne. Après l'écrasement du nazisme et la révélation de son absolue atrocité d'une part, avec la découverte et l'approfondissement de la génétique moderne de l'autre, la race s'effondre. Sous les coups conjugués de la politique et de la science, la race meurt. Rappelons le rôle de Claude Lévi-Strauss et de l'UNESCO dans ce combat méritoire.

Pour autant, le racisme ne disparaît pas mécaniquement et il garde même une forte audience au sommet de l'État en France, notamment pendant la guerre d'Algérie. Rapportons ici un fait célèbre mais qui mérite réflexion. Le 17 octobre 1961, Papon donne l'ordre à la police d'arrêter tous les Algériens selon des critères de race énoncés comme tels, les policiers pourtant formés à l'exercice, croient n'arrêter que des Algériens, pourtant, ils embarquent aussi pêle-mêle des Italiens ou des Espagnols qu'ils ont pris pour des Algériens... Quelle meilleure preuve que les races n'existent pas quand on voit que même les spécialistes n'arrivent pas à s'y retrouver !

L'antiracisme, dès lors, consiste à rappeler l'inexistence des races et à affirmer l'égalité et l'unité fondamentale de

l'humanité. Il ne s'agit pas de prôner l'égalité des races mais de les nier radicalement.

LE DÉBAT À GAUCHE

Cependant, on assiste ces derniers temps au retour du mot « race ». Pour quelle raison ? Les partisans de son retour se disent pour la plupart non racistes au sens où ils reconnaissent l'inexistence biologique des races. Cependant, ajoutent-ils, si les races n'existent *objectivement* pas, elles ont une existence *subjective* qui a des effets sociaux. Effectivement, la race noire n'existe pas plus que la race blanche, jaune ou verte ; ce qui n'empêche pas certaines personnes de croire que des races existent et, en conséquence, de s'en prendre par exemple à ceux dont le taux de mélanine sera jugé trop élevé, pour la raison qu'ils considèrent que cette personne appartient à la race noire et que c'est un problème à un titre ou

un autre. Ce constat posé – qu'on appelle scientifiquement « ethnicisation des rapports sociaux » comme Jean-Loup Amselle ou plus simplement « racialisation » –, c'est ensuite que le débat existe à gauche. Faut-il créer des dispositifs spécifiques pour ces personnes égales aux autres mais qui ne sont pas considérées égales aux autres par tous ? Faut-il au contraire travailler activement à les rendre effectivement égales ? D'un côté, la discrimination positive qui reprend et perpétue de fait les catégories raciales, de l'autre la conquête de l'égalité effective et le dépassement de la catégorie raciale. Le débat existe aussi autour de certains concepts comme « diversité » (voir l'article dans le dossier), mot somme toute anodin initialement mais qui s'est forgé comme concept raciste ces dernières années. En effet, de quelle diversité parle-t-on le plus souvent ? de diversité ethnique dit-on pudiquement, c'est-à-dire, en fait, de diversité raciale. La diversité présuppose ainsi l'existence

de races différentes. Elle présuppose dans le même temps une homogénéité forte de ceux qui ne relèvent pas de la diversité. En clair, le mot dit des Noirs qu'ils ne sont pas de souche française puisqu'on est « issu de la diversité » quand on est noir ; il dit aussi que les Français sont blancs puisqu'on n'est jamais « issu de la diversité » quand on est blanc. Le mot, raciste, valide ainsi la thématique de la souche (métaphore végétale qui n'a aucun sens en histoire) posée de surcroît comme uniforme sur un plan pensé racialement (souche blanche), c'est-à-dire qu'il véhicule, *nolens volens*, le discours de la droite extrême : race et nationalité sont pensées ensemble. Être français c'est être blanc, ne pas être blanc, c'est n'être pas français. Ou comment l'idée de race et le mot diversité se mêlent pour interdire toute avancée émancipatrice. ■

*Guillaume Quashie-Vaclin est responsable adjoint de *La Revue du projet*.

Sociétal

Sociétal : relatif à la société, à ses valeurs, ses institutions, *dixit* *Le Larousse*. Lequel précise que le terme, un tantinet barbare, est récent, il serait apparu en 1979. Il a fait fortune ces dernières années dans la rhétorique politique et le jargon médiatique, sous la forme d'adjectif puis de nom, queue de la comète appelée « le phénomène de société ». Certains lui contestent encore sa légitimité. Le romancier Mathieu Larnaudie, par exemple, écrit dans *Acharnement* (Actes Sud, 2012) : « Je me laissais finalement attraper par l'une de ces infectes et dégradantes émissions de « débats » que je regarde encore régulièrement afin de me tenir informé des mots d'ordre de circonstance, des plis rhétoriques utilisés par les personnels politiques en présence, des grossières thématiques qu'on nous vend comme étant des phénomènes de société du moment, supposés concerner sans exception tous les citoyens de ce pays, en refléter les préoccupations profondes, et qui ne sont bien sûr, la plupart du temps, que les sujets de discussion ciblés, définis et lancés par le pouvoir pour orienter et légitimer sa stratégie dans l'opinion publique ». Prenons acte de la polémique et dépassons la car le sociétal, au même titre que le social ou l'économique dans leur

domaine de compétence, concerne désormais, qu'on le veuille ou non, l'ensemble des problèmes de mœurs et de règles des individus en collectivité. Est ainsi un progrès sociétal tout ce qui favorise l'émancipation, l'autonomie humaine. Si le mot avait existé, on aurait pu (les médias auraient pu) qualifier de sociétale l'IVG ou plus tard l'abolition de la peine de mort.

Le problème avec ce terme aujourd'hui n'est pas dans sa définition, il est dans une posture politique qui oppose souvent et artificiellement social et sociétal. Un dessin de Plantu, à la Une du journal *Le Monde* le 13 décembre dernier, en donne un bon exemple : sur la moitié gauche de la caricature, Harlem Désir, premier secrétaire du PS, hilare, exhibe deux pétitions (Mariage pour tous et Vote pour tous), chapeauté d'un titre générique « Réformes sociétales » et sur la partie droite, des ouvriers en colère exigent des « Emplois pour tous ». Cette manière de faire, d'utiliser le sociétal comme un leurre, de l'opposer de fait au social, sous prétexte d'habileté politique est, dirons-nous, caricaturale.

Il y a là un côté chiffon rouge dont parle par exemple *Le Figaro* : « Si ces réformes (sociétales) continuent d'exporter vers le FN l'électorat ouvrier et permettent de conserver au PS l'électo-

rat bobo, le premier parti à en faire les frais ne sera-t-il pas, cette fois-ci, l'UMP ? Le stratagème avait aidé Mitterrand en son temps, pourquoi ne servirait-il pas Hollande aujourd'hui ? » Mais le jeu du sociétal contre le social n'est pas que posture politique. Il y a aussi une conception (et une ambition) de la gauche qui est en jeu. Certains opposeraient volontiers gauche sociale et gauche sociétale. Serge July par exemple (voir la rubrique Idées) prétend que 1968 et ses suites ont signifié la victoire des aspirations sociétales contre ce qu'il appelle « le grand soir » et que nous nommerons le social.

On contestera cette façon de voir, on contestera aussi la fermeté de cette « gauche sociétale », si elle existe, en la matière : le pouvoir aujourd'hui ne fait pas preuve d'une grande assurance sur les questions du mariage pour tous ou du vote pour tous, c'est le moins qu'on puisse dire.

En créant une fausse opposition (progrès social ou progrès sociétal), on divise artificiellement, on affaiblit la cause qu'on prétend servir.

L'ambition communiste serait plutôt de défendre dans un même mouvement, et avec une égale énergie, social et sociétal. Mariage, vote, emploi pour tous ! Smic et mœurs, même combat !